



Campagne d'adhésion :

Agir pour gagner en 2007



Vie Fédérale:

Pour agir, pour gagner en 2007 : p. 2 Jack Lang à Rennes. p. 3

Edito: p. 3

Vu/Entendu: pp. 6 et 7

Notre histoire:

Le Front Populaire: p. 6

Actualités européennes :

Sauvegarder des services publics de qualité : p. 7 Vie des sections : Thorigné-Fouillard :

p. 8

Agenda: p. 8

NOUVEAUX ADHÉRENTS AU I ER JUIN

DOSSIER ÉNERGIE:

La Bretagne dépendante à 95% diversifier pour s'émanciper



Vie fédérale

Campagne d'adhésions :

Agir pour gagner en 2007

Le Premier Secrétaire Fédéral, Frédéric Bourcier, et la Secrétaire Fédérale au Développement du Parti, Rozenn Geffroy, avaient fait le pari de doubler le nombre d'adhérents en Illeet-Vilaine: grâce aux 1 800 nouveaux qui ont rejoint les 988 «anciens», voilà un pari gagné.

Un pari gagnant également que cette campagne qui révèle que nos concitoyens veulent s'impliquer, s'exprimer et apporter leur contribution à la vie politique: pari gagnant donc pour la politique, pour le Parti Socialiste et pour les idées de gauche. Pari gagnant, si les nouveaux relèvent le défi, pour la France et pour l'Europe.

Les «moins nouveaux» sont heureux de vous accueillir dans la vieille maison. N'hésitez pas à nous solliciter.

Quant aux nouveaux, voici ce que nous ont dit quelques-uns en réponse aux questions suivantes :

Pourquoi avez-vous adhéré? Qu'attendez-vous du PS? Que souhaitez-vous lui apporter, lui dire?

Merci à tous d'avoir répondu.



Claude, 46 ans, section de Cesson-Sévigné. Mère de 4 enfants, cadre commercial.

Sympathisante depuis toujours, j'ai trouvé géniale la possibilité d'adhérer par Internet. J'en ai ras-le-bol de la politique de la droite. Je souhaite que le PS soit à l'écoute des militants et qu'il prête attention à l'ensemble de la population du secteur privé comme du secteur public. Je ferai en sorte de faire remonter les préoccupations des gens de la base.

La droite a transformé la France en une société où on écrase les gens... il faut que le PS gagne les élections.

Marie-France, 56 ans, section de Saint-Malo. Sans profession après avoir été sa-

Sans profession après avoir été salariée pendant 40 ans.



J'ai adhéré au PS parce que je suis inquiète pour l'avenir de mes 5 enfants et 8 petits-enfants en raison de la précarité de l'emploi, la dés-

humanisation des conditions de travail, la brutalité du patronat lors de la fermeture des grandes entreprises.

Du PS, j'attends que chaque citoyen puisse vivre correctement de son travail, et que nous puissions, quelles que soient nos origines ou la couleur de notre peau, bénéficier de la richesse de la France et de l'Europe. Je souhaite apporter au PS mon expérience de la vie, et communiquer malgré tout mon optimisme pour l'avenir!

«J'attends que chaque citoyen puisse vivre correctement de son travail.»

Maryvonne, 72 ans, section de Villejean.



Je ne suis pas une vraie nouvelle. Je reviens parce que seul le P.S. malgré ses défauts, est en mesure de redresser une situation très grave. A condition de bien définir nos idéaux, d'innover vraiment et d'appliquer ce que nous dirons, qu'il s'agisse des jeunes, de la délinquance, des plus démunis, des lois économiques... des femmes par exemple; un dernier coup de gueule: discours sur les femmes: pas mal on a même voté une belle loi sur la parité qui a même permis de progresser aux municipa-

les... mais à l'Assemblée Nationale... préférer payer qu'imposer la parité c'est grotesque et fiche par terre notre crédibilité... sur le reste.

Née en 1934, bercée par 1936 j'aimerai vieillir environnée du même souffle d'espoir : pour cela il faudra de l'imagination pour innover, de l'audace pour mettre en œuvre, de la rigueur pour maintenir et beaucoup de courage pour gagner.

«J'ai envie de faire quelque chose concrètement.»



Sébastien, 33 ans, section de Bruz. Animateur socioculturel.

Je suis venu attiré par les échéances : les législatives, la présidentielle, les municipales. Je veux essayer de participer au projet, et contribuer aussi à ce que le vote de gauche ne s'éparpille pas. Voter plus unitaire, pour moi, c'est logiquement voter PS, parce que je me souviens de l'éducation populaire. Tout le monde a droit à un logement, à la culture, à des loisirs, à une meilleure égalité des chances, à la reconnaissance de toutes les différences. Je ne veux pas d'une politique de droite autoritaire.

J'ai le sentiment que le PS doit travailler davantage auprès des gens. Tout le monde est fatigué de grands discours qui n'avancent à rien.

Plus on sera d'adhérents, mieux le peuple sera représenté. En s'engageant au PS, on adhère à une section ; je compte bien m'y investir, car c'est là qu'on peut faire un travail de terrain.

Tout le monde a droit à un logement, à la culture, à des loisirs, à une meilleure égalité des chances.



Catherine, 46 ans, section d'Acigné. Bénévole associative.

J'ai toujours eu une sensibilité de gauche ; j'ai failli adhérer en 2002, je ne l'ai finalement pas fait ; et puis j'ai participé à la campagne pour l'élection cantonale d'un candidat du PS, et j'ai trouvé cette expérience passionnante.

En 2002, avec tous les pouvoirs à la droite, on savait que ça allait être dur, mais pas à ce point-là. Quand le PS était au pouvoir, ce n'était pas parfait, mais je n'avais pas cette impression de

morosité en écoutant mon radio-réveil. La droite a transformé la France en une société où on écrase les gens... Je viens grossir les forces militantes, en pensant à mes enfants de 20 et 17 ans. Mon message ? Il faut que le PS revienne aux affaires pour changer tout ça.

«J'ai envie de participer au débat et aux choix.»

Eliane, 58 ans, section de Bruz.

Je suis le PS depuis très longtemps, mais je n'ai jamais osé adhérer jusqu'à présent : j'avais peur de perdre ma liberté. J'ai pris mon adhésion au soir de la première émission de télévision dans laquelle Jack Lang présentait la campagne d'adhésion, je suis tout de suite aller pianoter sur internet...

Je suis en demande d'information, de formation, de discussion. Il faut ça aussi pour adhérer à une association ou à un parti.

J'attends du PS qu'il reste à gauche tout en étant réaliste.

Yvette, 59 ans, section d'Acigné.

J'ai toujours été sympathisante, mais je regardais le PS un peu de loin. Et puis j'ai eu envie de mieux le comprendre, de voir de plus près. Surtout, j'ai envie de faire quelque chose concrètement : de ne pas seulement dire «ça ne va pas», et de participer – au risque d'être déçue.

Je connais encore mal le parti, quand je le connaîtrai mieux, je pourrai mieux dire ce que je souhaite voir changer. Mais il y a déjà une chose dont je suis convaincue : les questions internes, ça doit se traiter en interne. Cette bataille de présidentiables telle qu'on la voit dans les médias me gêne beaucoup.

Johann-Christoph, 22 ans, section de Cesson. Etudiant en psychologie.

Décidé à franchir le pas depuis avril 2002, c'est le mou-



vement anti-CPE qui m'a motivé ainsi que la perspective de participer à l'élaboration du projet. J'attends un vrai changement de la politique nationale tout en participant au débat local à Cesson. Je suis à l'écoute du monde des jeunes et de l'ensemble des générations, je rapporterai leur vision différente du monde.



Sylvie, 31 ans, section de Bain-de-Bretagne

Après 2002, il fallait que j'adhère, et puis je ne l'ai pas fait. En entendant Jack Lang à la radio, je me suis dit qu'à l'époque, j'avais voulu adhérer, et je suis venue. Je veux voir comment ça se passe, comment on élabore un projet, donner mon

avis. J'attends du PS qu'il soit proche des gens, qu'il reste à gauche tout en étant réaliste, et qu'il propose des mesures de fond.

Pour l'instant je souhaite donner mon avis et participer aux débats. Après, on verra, lorsque j'aurai vu comment le PS fonctionne, si cela m'intéresse, peut-être je souhaiterais participer ou m'investir plus... Si j'ai le temps...

Le message que je veux faire passer, c'est : croire en la Gauche pour 2007.

1859 nouveaux adhérents : l'Ille-et-Vilaine triple ses effectifs.

e pas revivre un 21 avril 2002, apporter sa pierre à la construction du projet socialiste, choisir la ou le candidat pour l'élection présidentielle 2007, voilà les trois principales motivations des 1 859 nouveaux adhérents recensés dans les sections de la Fédération d'Ille-et-Vilaine.



Près de 400 parmi eux ont pu se rendre lundi 12 juin, halle Martenot à Rennes, recevoir le salut du secrétaire national Jack Lang, responsable d'une campagne nationale d'adhésions qui a vu 80 000 nouveaux militants rejoindre le Parti.

«Nous sommes la deuxième fédération en termes de pourcentage d'augmentation» a souligné Frédéric Bourcier, Premier Secrétaire Fédéral, dans son mot de bienvenue.

Une campagne d'adhésions jamais vue par son ampleur depuis 1971.

Le PS avec 2 800 militants est la première force politique en Ille-et-Vilaine. Une force rajeunie : 40% des adhérents ont moins de 40 ans. Une force féminisée : 36% des nouvelles adhésions sont des femmes.

Cette mobilisation augure des succès électoraux à venir. Jack Lang a donné le ton en appelant «à donner une bonne raclée à la droite» afin d'écarter du pouvoir «un clan au service des puissants» coupable de «la casse des services publics et des emplois, des difficultés de l'école...».

Il a appelé aussi à poursuivre la campagne : «Faites adhérer autour de vous !» et a conclu par un vibrant : «Restez longtemps parmi nous !».

Projet et candidat.

Tous les militants d'Ille-et-Vilaine ont pu débattre du projet le 17 juin à Rennes avant de se prononcer par vote le 22 dans chaque section. La convention nationale sur le projet a eu lieu le 1^{er} juillet.

Tous les militants sont appelés à faire connaître leur choix le 16 novembre (et le 23 novembre en cas de second tour) pour celle ou celui qui portera les idées et les espoirs de notre Parti à l'élection présidentielle.

Michel BIHAN

Edito



Par Frédéric BOURCIER Premier Secrétaire Fédéral

BIENVENUE

'est par ce mot que Jack Lang a accueilli les quelque 400 nouveaux adhérents venus l'écouter le 12 juin dernier

Pour le Parti Socialiste, l'arrivée massive de nouveaux est une chance. C'est particulièrement le cas pour notre Fédération, qui se situe au deuxième rang des départements en augmentation : plus de 180%!

Les conditions de réussite de cette campagne d'adhésion sont connues : un contexte (la politique destructrice de la droite), un enjeu (participer à l'élaboration du projet socialiste et désigner notre candidat), un acte simple (adhésion en quelques secondes), un montant de première cotisation attractif (20 euros). Il restait à nos militants à relayer cette campagne et aux nombreux socialistes de ce pays de franchir le pas pour entrer... au PS!

Diverses enquêtes et études le disent : les adhérents de 2006 — 1859 en Ille-et-Vilaine au 1^{er} juin — sont plus urbains (70% vivent dans les villes de plus de 5 000 habitants), plus jeunes (43 ans de moyenne d'âge contre 58) et la proportion de femmes est plus importante en Ille-et-Vilaine (36% contre 30). Les cadres, professions intermédiaires et employés forment 85% du bataillon (65% de la population française).

Avec plus de 200 000 adhérents, nous sommes plus représentatifs, nous augmentons notre capacité de réflexion, de proposition et de mobilisation. Nous ne devons pas nous arrêter en si bon chemin. Cette campagne doit devenir permanente. L'accueil, la formation, le débat, la capacité à élaborer projet et propositions, de les porter auprès de nos concitoyens doivent devenir un défi quotidien. Ainsi ce parti mouvement d'éducation populaire que nous appelons de nos vœux deviendra réalité.

Alors bienvenue et continuons, beaucoup d'autres peuvent nous rejoindre!

Dossier Energie

La Bretagne DIVERSIFIER I

a Bretagne est dans une situation énergétique très particulière : elle est la région française la plus dépendante, car elle ne produit que 5% de l'électricité que consomment ses habitants et ses entreprises. En outre, la croissance de la consommation y est supérieure à la moyenne nationale : près de 2% par an contre 1,4%.

Rétive au nucléaire, ne possédant pas de centrale thermique, la Bretagne tire l'essentiel de sa production électrique de l'usine marémotrice de la Rance.

Des énergies renouvelables telles que la biomasse, le bois et le solaire peuvent couvrir des besoins en chauffage, mais l'énergie éolienne semble le plus à même de réduire la dépendance électrique bretonne. Notre région est en effet la deuxième plus ventée de France après le Languedoc-Roussillon: un beau potentiel, estimé à plus de 100 000 mégawatts (MW) si l'on transformait la région en champ d'éoliennes. En se basant sur des hypothèses réalistes, la Bretagne espère produire I 000 mégawatts en 2010, la puissance que fournirait une centrale nucléaire. Aujourd'hui, la production n'est que de 32 MW.

Un schéma régional éolien.

Dans cette optique, la Région a décidé de se doter d'un schéma régional éolien.

Celui-ci prendra en compte le potentiel de vent, les capacités d'accueil du réseau électrique, la préservation des paysages et le respect des riverains, notamment en termes de nuisances sonores, pour déterminer les grands secteurs géographiques compatibles avec l'implantation de parcs éoliens. Une démarche qualité sera développée avec les collectivités et les opérateurs concernés à travers un label régional, qui garantira la qualité des parcs éoliens mis en place — de leur gestion quotidienne à leur éventuel démantelement —, en veillant en particulier à leur intégration dans le paysage.

Et en Ille-et-Vilaine?

Des quatre départements bretons, l'Ille-et-Vilaine est celui qui a le moins fort potentiel éolien : peu de kilomètres de côtes, aucune zone appropriée pour l'installation d'éoliennes en mer ; cependant certains secteurs sont suffisamment ventés pour présenter des potentialités, comme à Redon ou encore à Plélan-le-Grand.

La maîtrise des énergies et le développement durable sont des priorités que s'est fixé le Conseil Général (cf. Carnet de liaison n°6) et le département a adopté en septembre 2005 une Charte éolienne à valeur symbolique destinée à servir de «référence commune pour faire valoir l'intérêt de chacun sans compromettre l'intérêt général».

Nous anticiperons dès maintenant l'épuisement du pétrole en diversifiant nos sources d'énergie. Nous réduirons la part du nucléaire en faisant passer à 20% d'ici 2020 et à 50% à plus long terme la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie.

Extrait du projet socialiste «Réussir ensemble le changement» soumis au vote des militants le 22 juin

«On ne peut pas continuer à refuser tout projet de production d'énergie quand on est si dépendant».

Rencontre avec Philippe Tourtelier, député de la circonscription de Rennes Nord. Au sein du groupe socialiste à l'Assemblée, Philippe Tourtelier est en charge des questions liées à l'effet de serre et aux énergies renouvelables.

ar rapport au cas particulier de la Bretagne, mon point de vue est le suivant : on ne peut pas continuer à refuser tout projet de production d'énergie quand on est si dépendant.

Les deux grandes technologies qui permettent de produire de l'électricité de façon non polluante sont l'éolien et le photo-voltaïque.

Pour l'éolien, la technologie a fait beaucoup de progrès. Il existe maintenant des éoliennes qui produisent entre 2,5 et 3 MW, il y a des prototypes à 5 MW. Et les problèmes de jeunesse, comme le bruit, l'impact visuel, l'implantation, sont désormais réglés ou convenablement pris en compte. Ce qui est regrettable, c'est qu'en France on a très peu travaillé sur cette filière. Il doit y avoir une entreprise française qui produit des éoliennes, mais elles sont moins performantes que celles des filières allemande, espagnole, danoise.

Le photo-voltaïque, c'est-à-dire la production d'électricité à partir de l'énergie solaire, n'est pas encore mûr technologiquement; cela reste un investissement cher, même si le prix de rachat par EDF vient d'être augmenté par décret.

Cela dit, il faut relativiser la notion de cherté de production de l'électricité. En France, on compare toujours au nucléaire, mais uniquement au coût de fonctionnement, sans prendre en compte ni le démantèlement des centrales en fin de vie, ni le stockage des déchets, dont on sait à quel point c'est un problème non résolu. C'est aussi pour cela qu'il est important que le nucléaire reste dans le secteur public.

Le problème français est double : on mise tout sur le nucléaire, et tout est centralisé.

Le nucléaire absorbe 90% du budget de la recherche en matière d'énergie électrique, avec en particulier la recherche sur les réacteurs de quatrième génération. Cela me paraît être une erreur. Il reste 20 ans de vie à la plupart des centrales nucléaires françaises: utilisons-les encore pendant cette période et mettons celle-ci à profit en faisant un effort de recherche sur les filières émergentes. C'est ainsi que nous aurons, dans 20 ans, de véritables alternatives.



Philippe Tourtelier et Geneviève Perrin-Gaillard, députée socialiste des Deux-Sèvres, en mission d'étude sur un champ d'éoliennes en Espagne.

dépendante à 95% POUR S'ÉMANCIPER

Le second problème est culturel: l'Etat est centralisé, le système et le réseau sont centralisés. Et pourtant, plus la distance est grande entre le lieu de production et le destinataire, plus on perd d'énergie: jusqu'à 40, voire 50%. Une décentralisation de la production, ce que permettent les éoliennes, serait donc doublement intéressant.

En outre, le système est à sens unique. Il est prévu pour distribuer l'électricité, pas pour la recevoir. Par exemple, il y aurait à Saint-Aubin-d'Aubigné une zone d'implantation possible, mais on n'y installera pas d'éoliennes. Le réseau n'est tout simplement pas apte à absorber l'électricité qui y serait produite, le premier poste source est trop loin. Il faut donc travailler à adapter ce réseau.

Travaillons également sur le stockage de l'électricité: aujourd'hui c'est quelque chose que l'on ne sait pas faire, l'électricité non consommée immédiatement est perdue. Dans 20 ans on aura probablement la réponse à la critique concernant l'intermittence de la production des éoliennes.

Les grandes compagnies pétrolières préparent déjà « l'après-pétrole ». Et les Total, BP et autres n'investissent pas dans le nucléaire, mais dans l'éolien. Bien sûr, elles voient là un avantage marketing : elles peuvent communiquer sur leurs préoccupations environnementales. Mais c'est aussi parce que, en réfléchissant à moyen et long termes, l'éolien et le solaire coûtent moins cher que le nucléaire.

Il nous faut nous émanciper du lobby du nucléaire et nous donner les moyens de véritables alternatives en rééquilibrant le budget de la recherche consacré aux énergies vers les filières émergentes, l'amélioration du réseau et le stockage de l'électricité. C'est ainsi que nous pourrons tenir les engagements pris dans le projet socialiste.

Pour ou contre l'éolien : cinq interrogations

Les éoliennes, c'est laid, ça détruit les paysages.

La notion de beauté, c'est très subjectif. Il faudrait qu'on m'explique pourquoi des gens farouchement opposés aux éoliennes tolèrent les châteaux d'eau, les silos, les pylônes. Au début de la technologie des éoliennes, il a pu arriver qu'on les place un peu n'importe où ; ce n'est plus le cas aujourd'hui. La question de l'impact est prise en compte. Pour ma part, je trouve que ça peut même mettre en valeur des paysages assez banals. J'ai souvenir d'une crête, en Espagne, qui n'avait rien de particulier ; avec les éoliennes, c'est un spectacle impressionnant.

Les nuisances auditives sont insupportables.

Là-dessus aussi on a fait de gros progrès. Il y a 10 ans, on implantait de petites éoliennes qui tournaient très vite et qui effectivement faisaient du bruit. Les nouvelles générations sont bien plus hautes, elles tournent lentement et

ne génèrent presque pas de bruit. On prend soin aussi de respecter des distances minimales par rapport aux habitations. C'est sans commune mesure avec une nuisance en général moins dénoncée : le bruit d'une quatre voies...

C'est dangereux pour les oiseaux.

Là encore, il est arrivé qu'on implante des éoliennes dans des couloirs de migration, les oiseaux suivant eux-mêmes des vents dominants. D'une part, on ne procède plus ainsi; d'autre part, des études très sérieuses montrent que les oiseaux repèrent de loin les éoliennes et les évitent. Une surmortalité d'oiseaux qui se seraient assommés contre des éoliennes relève du mythe.

La production des éoliennes est irrégulière : il faut donc maintenir les centrales thermiques à côté. Ce n'est donc pas une énergie aussi propre qu'on le dit.

Ca, c'est vraiment de «l'intox». Prenez une centrale nucléaire : quand on n'a pas besoin d'électricité, on ne peut pas l'arrêter, elle continue de générer de la chaleur, généralement évacuée via la rivière, et des déchets. Et quand on a besoin de beaucoup d'électricité, comme on ne peut pas la pousser non plus au-delà de la production «normale», on remet en route les centrales thermiques pour

fournir le complément. Alors, en quoi l'énergie éolienne serait-elle moins propre et à éviter ?



Avec le rachat de l'électricité éolienne par EDF, au-dessus du prix normal de l'électricité, le consommateur paye doublement.

Le nucléaire aussi a été aidé et l'est encore en partie. Il me paraît normal de soutenir les filières émergentes le temps qu'elles mûrissent technologiquement et le temps que le marché se crée.

Philippe TOURTELIER

En savoir plus :

Le Plan Energie régional : http://energie.region-bretagne.fr Bretagne Environnement : www.bretagne-environnement.org

L'Ademe en Bretagne : www.ademe.fr/bretagne

La charte éolienne d'Ille-et-Vilaine : http://www.bretagne.pref.gouv.fr/section «environnement» puis «politiques de l'environnement»

Vu/Entendu

SARKOZY, GRAND HUMANISTE...

Après avoir fait approuver un projet de loi inique sur l'immigration, Sarkozy, grand seigneur, parle de régulariser au coup par coup les familles d'enfants scolarisés en France sous certaines conditions. Il renforce encore si possible le caractère arbitraire des reconduites aux frontières et s'offre un beau coup de pub pour pas cher : d'après le Réseau Education Sans Frontières, seuls 2% des enfants de sanspapiers seraient concernés ! Ne nous laissons pas manipuler et restons mobilisés pendant les vacances scolaires.

AIDE À DOMICILE : L'EXEMPLE DE JANZÉ.

C'est un petit village offrant les services de l'Aide à Domicile en milieu rural (ADMR) qui vient d'être inauguré à Janzé. Outre les services traditionnels (portage de repas, téléalarme, service de maintien à domicile pour les personnes âgées ou handicapées), l'ADMR propose un centre de soins infirmiers, un service «familles» destiné à épauler celles qui ont des parents malades mais aussi une halte-garderie pour les enfants et un centre d'accueil de jour pour les personnes souffrant d'Alzheimer.

Coût de l'opération et des locaux d'un total de 612 m² : I, I million d'euros subventionné à 50% par la Caisse d'Allocations familiales, les collectivités locales et l'Etat.

LOGEMENTS SOCIAUX : LA DROITE A RECULÉ.

Le quota de 20% de logements sociaux dans les villes de plus de 3 500 habitants institué par l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain votée en décembre 2000 sous le gouvernement de gauche plurielle est maintenu. Ce ne fut pas sans mal et contre les parlementaires sarkozystes LIMP

Le Sénat d'abord dans la nuit du 4 au 5 avril avait recalé un amendement UMP destiné à contourner la loi.

L'auteur de l'amendement, Patrick Ollier, a remis le couvert le 30 mai à l'Assemblée Nationale. Le PS a livré bataille en dénonçant notamment l'absence totale de logements sociaux à Neuilly, ville de Sarkozy. L'Association des maires de France a également dénoncé cette tentative de détournement de la loi que 742 communes ne respectent pas. En définitive, l'UMP a remis son amendement au placard: I 300 000 familles françaises sont candidates à bénéficier d'une HLM.

Notre histoire

LE FRONT POPULAIRE à travers L'Aurore*

u lendemain des événements du 6 février 1934, le 12 février à Fougères, une manifestation rassemble 5 000 personnes «venues crier leur haine du fascisme» et presque autant à Rennes le même jour.

Il faudra deux années pour voir les militants socialistes et communistes surmonter leurs affrontements politiques et idéologiques exacerbés depuis la scission de 1920. Néanmoins, les fêtes du 14 juillet 1935 se préparent dans l'unité à Rennes, Fougères et St-Malo.

Le jeudi 30 janvier 1936 se tient une réunion au Palais St-Georges à Rennes, au cours de laquelle est constitué le premier comité local du Front Populaire; on y trouve les délégués des comités laïques, antifascistes, anciens combattants et des formations politiques de gauche... D'autres vont être créés à Fougères, St-Malo, Dinard, St-Servan et Dol-de-Bretagne.

L'attentat des Camelots du Roy du 13 février 1936 contre Léon Blum provoque l'indignation; le dimanche suivant, près de 4 000 Rennais répondent à l'appel du comité local en participant au meeting de protestation à la Halle des Lices.

La Fédération SFIO d'Ille-et-Vilaine, déterminée à présenter des candidats dans toutes les circonscriptions à son congrès de janvier, se heurte à des contraintes financières et, malgré le lancement d'une souscription, elle ne peut présenter que cinq candidats aux législatives : Albert Aubry, élu député de 1919 à 1924, 1^{re} circonscription de Rennes (Nord) ; Eugène Quessot, conseiller général, 2^e circonscription de Rennes (Sud) ; Jacques Gonnon, avocat, 1^{re} circonscription de St-Malo ; Eyézéquel, instituteur, 2^e circonscription de St-Malo ; Emile Helleux, vice-président du Conseil des Prud'hommes, circonscription de Fougères. La SFIO est absente à Vitré, Redon et Montfort⁽¹⁾.

En cette année 1936, il n'est pas facile d'être candidat SFIO en Ille-et-Vilaine et il faut auparavant «déblayer le terrain». Ainsi, Albert Aubry doit répondre à la calomnie : «Je suis percepteur parce que mutilé [de guerre] et uniquement à ce titre en vertu de la loi sur les emplois réservés... sans avoir joui d'aucune faveur et d'avoir été député ne m'a jamais été d'aucun appoint, bien au contraire...». Ils sont candidats «de tout cœur pour le Parti, pour un programme et des idées».

Ils vont multiplier les réunions. Le dimanche 8 mars, la campagne est lancée. Emile Helleux se rend à 8 h 15 à St-Hilaire-des-Landes, à 11 heures à St-Ouen-des-Alleux, à 14 heures à St-Christophe et termine sa journée par une réunion publique à Chauvigné à 16 heures. La question agricole est largement débattue. Le même jour, Eugène Quessot est attendu à 8 heures à Piré par « 150 auditeurs pour la plupart cultivateurs »; il s'attache à démontrer que seules les solutions envisagées par le Parti Socialiste sont susceptibles de garantir les intérêts des agriculteurs et de répondre à la crise. «Nous avons senti qu'il y avait quelque chose de changé. Le monde paysan ne nous fuit plus. Il cherche à s'instruire et semble commencer à comprendre que ceux qui l'exploitent ne sont pas dans nos rangs», rend compte L'Aurore, l'hebdomadaire SFIO d'Illeet-Vilaine.

Tous les moyens de transport sont requis pour arpenter le département : petit train, tramways, voitures hippomobiles le plus souvent, et vélo. Faute de moyens, on colle peu d'affiches, on distribue peu de tracts. L'essentiel de la propagande passe par *L'Aurore*.

Au lendemain du premier tour où la SFIO recueille 20 148 voix (18,8% des inscrits), sur les cinq candidats seuls Albert Aubry et Eugène Quessot peuvent figurer au second tour sous la bannière du «Rassemblement Populaire». Battus, ils devancent néanmoins à Rennes la droite de 1 470 voix. Rennes vote socialiste pour la première fois aux législatives!

S'en suit un défilé «impressionnant et impeccable [qui] fit sur la population la plus profonde impression» : «derrière les bannières syndicales..., anciens combattants républicains, se rangent les représentants des organisations appartenant au Comité local de Rassemblement populaire...» Aux Lices, Chéreau (CGT), Quessot (SFIO), Laporte (PC), Primel (Union fédérale des Etudiants) et Le Strat (Comité local) célèbrent la victoire et font voter par acclamations la déclaration du Comité National du Front Populaire. A l'issue de cette manifestation, 350 militants socialistes participent au vin d'honneur organisé par la section rennaise SFIO.

Le dimanche 24 mai, le congrès fédéral se déroule «dans le plus grand enthousiasme» ; Olivrie, secrétaire de la section rennaise, est élu délégué au congrès national. Porteur de 12 mandats, il soutiendra la motion Paul Faure sur la situation politique et entendra Léon Blum prononcer : «Notre mandat, notre devoir, c'est d'accomplir et d'exécuter [le] programme» du Front Populaire.

Après la signature des accords Matignon, «la classe ouvrière rennaise suit le mouvement des autres villes. Plusieurs grèves [dans la métallurgie] existent dont le nombre va en augmentant». C'est le cas d'établissements où le personnel féminin est majoritaire: Strauss & Moreau, Magasins Modernes, Nouvelles Galeries, Prisunic. «Parmi les grèves en cours, il en est une d'une grande importance, c'est celle de l'Economique. Las des brimades et de salaires de famine, le personnel [a décidé], dans une réunion à la Maison du Peuple, la constitution d'un syndicat, l'élaboration d'un cahier de revendications et la nomination de délégués» et l'organisation d'un piquet de grève. L'Aurore salue ces «camarades du commerce [et les invite à ne pas avoir] peur de se serrer contre les cottes bleues, ils auront en eux de sincères amis et défenseurs».

L'année 1936 va voir l'effectif de la Fédération SFIO d'Ille-et-Vilaine passer de 464 à 651 militants.

Jean-Pierre Leborgne

L'Aurore : hebdomadaire SFIO d'Ille-et-Vilaine fondé en 1922.

(I) L'Ille-et-Vilaine compte alors 8 circonscriptions.

Actualités européennes

Ils sont source de cohésion sauvegarder des services publics de qualité

n France, la notion de service public est assez bien définie et fait l'objet d'un encadrement juridique ancien et relativement précis.

Néanmoins, la terminologie française des services publics n'a pas d'équivalent en droit communautaire. Celui-ci utilise les termes de service d'intérêt général ou de service d'intérêt économique général, qui recoupent en partie notre distinction classique entre service public administratif et service public industriel et commercial.

Ce «décalage» de vocabulaire est une source de malentendus juridiques qui, sur le fond, révèle d'ailleurs des divergences de conception politique.

En France, prévaut une approche organique qui consiste à considérer comme service public toutes les activités exercées par les administrations ou les entreprises publiques. Cette vision n'est pas partagée par l'ensemble des Etats membres, et le droit communautaire en la matière reflète naturellement la diversité des pratiques et des cadres juridiques.

Dès lors, les propositions communautaires relatives aux services publics, si elles ne sont pas suffisamment expliquées, donnent toujours lieu, dans notre pays, à une réaction de méfiance. Les récents débats sur la «Directive Services» en sont une illustration.

Malgré tout, les services publics ont connu des évolutions relativement similaires dans l'ensemble des pays de l'Union. Celles-ci se sont notamment traduites par une libéralisation progressive des services publics de réseaux (transport, télécommunication, postes, énergie...), liées à la construction du marché intérieur européen, l'évolution des demandes des citoyens, ou bien encore les contraintes budgétaires.

Si les vocabulaires et les concepts diffèrent, il faut néanmoins reconnaître que l'ensemble des élus locaux en Europe s'accordent sur la nécessité de sauvegarder des services publics de qualité.

Pour les collectivités territoriales, ceci passe nécessairement par une sécurisation juridique de leurs activités en tant que prestataires de services d'intérêt général.

Force est de constater aujourd'hui, en l'absence de législation communautaire cadre, que cette sécurité n'est pas garantie. Un grand nombre d'incertitudes demeurent, notamment en ce qui concerne la liberté de choix du prestataire par les collectivités territoriales et le financement des services.

Je souhaite, pour ma part, que les élus locaux, seuls responsables devant

les citoyens de la qualité des services qu'ils fournissent, restent les maîtres des choix stratégiques en la matière. Ceci ne leur interdit pas, dans la phase de mise en œuvre opérationnelle des services, de recourir au secteur privé, en utilisant les mécanismes classiques de délégation de gestion ou de Partenariat Public Privé.

Les collectivités territoriales françaises sont donc extrêmement vigilantes quant aux évolutions jurisprudentielles et règlementaires européennes en ce domaine et je dois dire qu'un certain nombre de décisions récentes de la Cour de Justice de l'Union européenne me laissent perplexe.

J'estime d'ailleurs relativement anormal que la jurisprudence de la Cour de Justice constitue aujourd'hui la principale source de droit en matière de service public, alors que les dispositions du Traité, sur lesquelles se basent les interprétations du juge, sont totalement déséquilibrées au profit des règles de la concurrence.

C'est pourquoi nous nous sommes prononcés, au sein du CCRE (Comité des Communes et Régions d'Europe), pour une directive-cadre sur les services d'intérêt général qui fixe des règles du jeu et clarifie les concepts. Je me réjouis que le Comité des Régions, sous l'impulsion du Président Michel Delebarre, se soit engagé sur une voie similaire.

Cette législation communautaire est d'autant plus nécessaire que les appels d'offres européens donnent lieu à une multitude de réponses, issues de toute l'Europe. Pour les soumissionnaires, une directive-cadre c'est aussi un gage de transparence, d'équité et au final d'efficacité dans la préparation administrative de leur dossier.

Se pose également la question du choix du mode de gestion. Comme je l'ai expliqué, une collectivité peut choisir de faire ou de «faire faire» c'est-à-dire de déléguer, notamment au secteur privé. L'important, selon moi, est que le choix final relève des élus locaux, les plus à même d'apprécier l'opportunité de tel ou tel système au regard de la situation locale, et les seuls responsables in fine de ce choix devant les citoyens.

En la matière, j'attache une importance capitale à la phase d'explication de ces décisions dans le cadre de mécanismes de démocratie participative, qui associent l'ensemble des usagers-citoyens, y compris les plus démunis. J'emploie pour ma part le terme «usager», que je préfère au terme «client». Il est essentiel que ceux-ci soient informés des raisons qui guident les choix dont nous avons, en tant qu'élus locaux, la responsabilité.

Roselyne Lefrançois

Adjointe au Maire de Rennes Déléguée aux Relations Internationales et aux Affaires Européennes

Vu/Entendu

PROJET ÉOLIEN PARTICIPATIF À PLÉLAN

Le projet de Plélan est original et encore rare pour la France : c'est un projet participatif, c'est-à-dire initié et mené par des particuliers locaux (12 personnes, 8 de la commune). Au final, ce projet industriel regroupera une centaine de particuliers qui auront investi en temps et en argent pour aménager leur propre territoire. Ce projet issu du regroupement de particuliers, en plus des retombées économiques qui resteront principalement locales, à la différence de la plupart des autres projets, aura apporté du lien social et une très forte sensibilisation aux enjeux environnementaux. Une touche d'optimisme à l'heure où beaucoup de nos concitoyens pensent ne plus avoir prise sur la vie de leur propre environnement et société.

Technique : 6 machines de 2 MW de puissance unitaire, 30 millions de kWh produits annuellement (environ la consommation de 14 000 foyers, hors chauffage électrique à bannir), investissement total de 17 M euros. Mise en service programmée pour avril 2008.

Patrick SAULTIER

CNE : CHRONIQUE D'UN ÉCHEC ANNONCÉ.

Le Premier ministre se gargarisait de la création de 440 000 nouveaux emplois par la vertu de son Contrat Nouvelle Embauche. Pas de chance, une étude sérieuse démontre que sans le CNE, près de 400 000 de ces personnes seraient en CDI ou en CDD: le CNE s'est substitué à ces contrats, comme l'avait annoncé la gauche. D'autre part, près de 30% des contrats signés ont été dénoncés au cours des 6 premiers mois de cette brillante expérimentation. Encore merci pour le progrès.

COMMENT RÉDUIRE LE TRAIN DE VIE DE L'ETAT SELON LA DROITE ? EN AFFAIBLISSANT L'ÉDUCATION.

François Hollande commente cette mesure dans Le Monde : «La réalité de la suppression de 8 000 postes dans l'Education nationale, c'est une rentrée scolaire de septembre 2007 d'ores et déjà compromise. Cela soulève un second problème, celui de la solidarité. C'est l'école dans les zones rurales et les zones urbaines sensibles, les plus en difficulté, qui sera touchée. [...] Nous ne sommes pas hostiles à des redéploiements de fonctionnaires et il est normal d'évaluer un certain nombre de missions mais nous ne voulons pas que l'ajustement se fasse sur l'emploi public. La maîtrise des dépenses exige de regarder plutôt les subventions inutiles aux entreprises ou les exonérations de cotisations sociales qui représentent à elles seules 25 milliards d'euros».

La vie des sections

La section de Thorigné-Fouillard joue l'ouverture aux autres

outes les sections d'Ille-et-Vilaine ne peuvent en dire autant : celle de Thorigné-Fouillard vit dans une ville clairement identifiée à gauche. La liste menée aux élections régionales par Jean-Yves Le Drian y a obtenu, par exemple, plus de 65% au printemps 2004.

La droite qui a géré la commune pendant un bref intermède au début des années 80 n'a même pas présenté de liste en mars 2001 aux dernières élections municipales.

La situation sera très probablement différente en mars 2008 mais cela n'altère pas l'optimisme ni l'enthousiasme des militants de Thorigné-Fouillard.

reste un moment important de réflexion et d'acquisition de connaissances.

«Nous voulons éviter le repli sur soi» commente Sylvie Lefranc en énumérant toutes les actions entreprises pour dialoguer avec l'ensemble des sympathisants de gauche et avec toutes celles et tous ceux qui veulent participer à un engagement citoyen: «Nous voulons permettre au plus grand nombre de participer».

Les réunions de section axées sur un thème d'actualité sont préparées grâce à un mini-dossier remis préalablement à chacun. La lutte contre le CPE, l'immigration, l'allocation d'autonomie



Leur section créée en 1981, a été réactivée en 1997, alors qu'il ne restait plus qu'une poignée de militants actifs. Maurice Lelièvre, Gérard Boucher, Pierre Le Lann, Jean Brunel, Patrick Puges, Alain Paumard, Jean-Pierre Le Coq et l'actuelle secrétaire Sylvie Lefranc assistée de Hubert Sourimant et du trésorier André Poulaud ont su faire revivre cette «structure de proximité où se vit l'engagement socialiste» dans un esprit d'ouverture et de convivialité.

Le soutien à la municipalité et à ses initiatives, la participation active aux réunions publiques qu'elle organise constituent bien sûr quelques facettes de la vie d'une section forte aujourd'hui de 21 adhérents, dont quatre sont des élus locaux.

AU CŒUR DE LA MOUVANCE DE GAUCHE.

Le risque d'une telle situation politique locale, c'est bien sûr de s'endormir sur ses lauriers et de se contenter d'accompagner l'action des élus, même si la préparation des dossiers du conseil municipal (proposition MJS dans le cadre du projet 2007), les législatives figuraient à l'ordre du jour des plus récentes.

D'autres soirées thématiques ouvertes à tous sont animées par un militant : «Nous utilisons les compétences de chacun» ou encore par un responsable fédéral ou bien par un syndicaliste ou un spécialiste reconnu.

La dernière réunion thématique en avril traitait de l'éducation. Les précédentes concernaient les services publics, les retraites, les syndicats, l'OMC, la mondialisation...

«Nous voulons permettre à tous ceux qui le désirent de recevoir des informations mais aussi de s'exprimer très librement».

Elargissant le cercle aux sympathisants répertoriés sur la commune qui donnent un coup de main pendant les campagnes électorales, distribuent dans les boîtes aux lettres, la section arrive à mobiliser lors des temps forts une centaine de personnes. Chaque année, une grosse réunion publique est organisée à leur intention à la rentrée scolaire.

À vos agendas

La traditionnelle journée de rentrée des socialistes aura lieu le

DIMANCHE 24 SEPTEMBRE

FÊTE de la ROSE

Mireille Massot est venue parler du sentiment d'insécurité, Jean-Yves Chapuis de l'habitat, Edmond Hervé et Jean-Louis Tourenne de la décentralisation. En septembre-octobre 2006, le thème retenu est l'intergénérationnel: «Vivre, grandir et vieilllir ensemble» avec le concours de Alain Even, président du Comité économique et social de Bretagne et de Claude Martin, directeur de recherches au CNRS, auteur de l'ouvrage La dépendance des personnes âgées, quelles politiques en Europe? (Presses Universitaires de Rennes).

Dans le même esprit, Thorigné-Fouillard s'associe aux sections voisines de Cesson-Sévigné, Acigné, Noyal-sur-Vilaine et Chantepie pour monter des soirées inter-sections consacrées à l'histoire du parti, à l'urbanisme...

Un journal «Solidaires».

Ce souci du long terme et de la formation participe d'un travail de longue haleine. Les nouvelles adhésions recueillies au cours de la campagne «Adhérer, c'est décider» en portent les fruits.

«J'ai passé le pas» a confié l'une des 8 nouveaux militants inscrits.

Cette volonté d'élargir le cercle des adhérents s'exprimait dans le premier numéro de «Solidaires», le journal des socialistes de Thorigné-Fouillard paru au printemps. Une deuxième publication est attendue à l'automne. Ce journal constitue un outil privilégié de diffusion des idées et des projets du PS.

Enfin, militantisme et convivialité font bon ménage. Pot des sympathisants et galette «républicaine» fêtent chaque nouvelle année. Un dîner annuel organisé à tour de rôle chez les militants permet de se retrouver à la belle saison à la bonne franquette autour de grillades, chacun apportant ses provisions.

La section se réunit le 3° mercredi du mois, salle Glenmor, de septembre à juin.

Contacts: 02 99 04 59 41 ou par mail, ps-thorigne@wanadoo.fr